



iesd

Institut d'études
de stratégie et
de défense

Faculté de droit
Université Jean Moulin - Lyon III

JANVIER 2023

Capacités stratégiques hautes et assistance militaire défensive dans la guerre d'Ukraine

Le dilemme du double seuil

Olivier Zajec

NOTE DE RECHERCHE

Pensée stratégique



Photographie : Lancement d'un missile *Patriot* américain.
©John Hamilton, US Army

A propos de l'IESD

L'**Institut d'études de stratégie et de défense (IESD)** est une structure de recherche universitaire créée en 2018 et spécialisée dans le champ des études stratégiques. Soutenu par l'Université de Lyon (UdL), l'IESD appartient à la **faculté de droit de l'Université Jean Moulin – Lyon III**. L'institut accueille une équipe multidisciplinaire de chercheurs lyonnais et extérieurs (droit, science politique, gestion, économie, sociologie, histoire), et fédère autour d'elle un réseau d'experts, de chercheurs, de doctorants et d'étudiants spécialisés dans l'étude des interactions conflictuelles contemporaines.

L'IESD a reçu le **label « Centres national d'excellence défense » de la DGRIS** (Ministère des armées), dans le cadre d'un de ses programmes de recherche, intitulé « L'interconnexion des capacités stratégiques hautes (puissance aérienne, espace, nucléaire, défense anti-missiles) : conséquences politiques et opérationnelles des couplages capacitaires de haute intensité dans les espaces homogènes et les Contested Commons ».

Directeur de l'IESD : **Olivier Zajec** ; Professeur des universités en science politique, faculté de droit, Université Jean Moulin-Lyon III

Site web : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

Contact : iesd.contact@gmail.com

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Olivier Zajec, « Capacités stratégiques hautes et assistance militaire défensive dans la guerre d'Ukraine : le dilemme du double seuil », *Note de recherche de l'IESD*, coll. « Pensée stratégique », n°7, janvier 2023.

Résumé

L'un des éléments majeurs du face-à-face russo-ukrainien est naturellement son caractère nucléaire potentiel. Cette dimension incite l'administration Biden à ne pas laisser la guerre d'Ukraine dégénérer en un conflit majeur qui opposerait directement Américains et Russes. Cette limite fait du problème de la co-belligérance occidentale un élément-clé de l'équation politico-militaire du conflit. C'est pourquoi la question de la qualification (offensive ou défensive) de l'assistance militaire fournie à Kiev, et la justification de ces termes, tend à constituer un enjeu central de la guerre en cours.

Tenant compte de ce contexte, cette note met en rapport le « seuil » tactico-opératif lié à cette fourniture d'armement avec un deuxième seuil de nature politico-stratégique, qui est quant à lui influencé par le phénomène de l'interconnexion des capacités stratégiques hautes, et qui ouvre sur le concept délicat de dissuasion multidomaines. Au moment où la fourniture d'armements occidentaux à l'Ukraine s'intensifie, il s'agit de mettre en perspective le dilemme inhérent à ce double seuil, et de tenter d'appréhender ses conséquences compte tenu de l'évolution actuelle de l'assistance militaire fournie à Kiev par ses alliés, et en particulier par les États-Unis, depuis le début de la guerre.

Abstract

One of the major elements of the Russian-Ukrainian face-off is of course its potential nuclear nature. This dimension encourages the Biden administration not to let the war in Ukraine degenerate into a major conflict that would directly oppose Americans and Russians. This limit makes the problem of Western co-belligerence a key element in the political-military equation of the conflict. This is also why the question of the qualification (offensive or defensive) of the security and military assistance provided to Kiev, and the justification of these terms, tends to constitute a central issue in the ongoing war.

Taking into account this context, this note relates the tactical-operational "threshold" linked to this supply of armaments with a second threshold of a politico-strategic nature, which is influenced by the interconnection of High Strategic Capabilities, and which opens up the delicate concept of multi-domain deterrence. At a time when the supply of Western armaments to Ukraine is intensifying, the aim is to put this double threshold into perspective, and to try to understand its consequences in the light of the evolutive nature of the military assistance provided to Kiev by its allies, and in particular by the United States, since the beginning of the war.

A propos de l'auteur

Olivier Zajec est Professeur des universités en science politique à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin - Lyon III et chercheur à l'Institut de Stratégie Comparée (ISC, Paris). Agrégé et docteur en Histoire des relations internationales (Paris-IV Sorbonne), diplômé de l'École Spéciale Militaire de Saint Cyr et de Sciences Po Paris, il est le directeur de l'Institut d'Études de Stratégie et de Défense, l'IESD. Ses recherches portent en particulier sur l'ontologie de la théorie réaliste des relations internationales aux XXe et XXIe siècles, les politiques de défense et de sécurité dans les relations internationales, la théorie stratégique et les méthodes d'approche socio-spatiales en science politique.

olivier.zajec@univ-lyon3.fr

Les opinions exprimées dans les publications de l'IESD n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Table des matières

Capacités stratégiques hautes et assistance militaire défensive dans la guerre d'Ukraine : le dilemme du double seuil.....	5
La question du premier seuil : les effets de la fourniture d'armements au niveau tactico-opératif interne	10
La question du deuxième seuil : capacités stratégiques hautes et effets de la fourniture d'armements au niveau des perceptions dissuasives	13
Bibliographie.....	22

Capacités stratégiques hautes et assistance militaire défensive dans la guerre d'Ukraine : le dilemme du double seuil

Le 6 octobre 1973, en début d'après-midi, les chars égyptiens franchissent le canal de Suez, et s'enfoncent à travers la péninsule du Sinaï contrôlée par Tsahal depuis 1967. Sur les hauteurs du Golan, l'armée syrienne attaque à son tour. La guerre du Kippour vient d'éclater entre la coalition arabe unie et Israël. Les États-Unis, qui avaient détecté en avance les préparatifs des alliés arabes, ont suivi les analyses rassurantes de Tel-Aviv, refusant de croire que le président Sadate irait jusqu'à déclencher un conflit armé pour mieux peser sur les négociations concernant l'avenir des territoires occupés par Israël depuis la guerre des Six Jours¹.

Le 13 octobre, le Secrétaire d'État Henry Kissinger décroche son téléphone et compose le numéro du chef d'état-major militaire de la Maison-Blanche, le général Alexander Haig².

Henry Kissinger : *Les Israéliens nous réclament désespérément des [missiles] Sidewinder et le Département de la Défense élude.*

Alexander Haig : *Vous pouvez leur dire que le Président a donné le feu vert.*

Kissinger : *L'idée est de leur livrer le matériel dans une base aérienne et de leur demander de venir les prendre par El Al. Pour nous, c'est rentable. Quoi qu'il arrive au cours des*

négociations, les Arabes, s'ils ont le dessus, vont devenir totalement ingérables et nous n'obtiendrons rien. C'est pourquoi, si nous n'aidons pas [les Israéliens], ils ne vont pas s'en tirer et nous ne récolterons rien.

Haig : *J'en ai discuté avec le Président et il est entièrement d'accord.*

Au moment de cette conversation, l'offensive militaire coordonnée de l'Égypte et de la Syrie a bousculé l'état-major israélien, mais celui-ci organise sa contre-attaque. Ayant rétabli leur dispositif, mais toujours sur la défensive, les Israéliens disent bientôt se retrouver à court de munitions. Par le biais de leur ambassadeur aux États-Unis, Simcha Dinitz, ils affirment avoir perdu plus de 500 chars et une cinquantaine d'avions, et réclament des livraisons d'armements immédiates de la part des États-Unis, dont des chars d'assaut et des avions de combat de remplacement, ainsi qu'une assistance en matière de renseignement opérationnel. Un nombre conséquent de sénateurs du Congrès se fait le relais de ces demandes. Or, en pleine période de Détente avec l'URSS, et compte tenu des équilibres du Moyen-Orient, en particulier sur le plan énergétique, l'administration Nixon ne souhaite pas que les États-Unis apparaissent comme des belligérants directs dans ce face-à-face³. Peu de diplomates du Département d'État pensent par ailleurs que la survie d'Israël soit sérieusement en jeu⁴. La question pour la Maison-Blanche est donc de livrer des armes tout en ménageant la possibilité d'un équilibre délicat qui permettrait à Washington de se positionner en arbitre d'une négociation finale⁵. L'opération *Nickel*

¹ Les archives montrent aujourd'hui que l'état-major israélien avait détecté ces préparatifs. La surprise était loin d'être totale. L'objectif du président égyptien semble avoir été de revenir aux frontières palestiniennes antérieures à la Guerre des six jours. Voir entre autres « Kissinger to Egyptian Foreign Minister Al-Zayyat, 8 October 1973, enclosing "Message for Mr. Hafiz Ismail from Dr. Kissinger," 8 October 1973 », NPMP, HAKO, box 132, Egypt/Ismail Vol. VII October 1-21, 1973. <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB98/octwar-20.pdf>

² Henry Kissinger, *Crisis: The Anatomy of Two Major Foreign Policy Crises*, New York, Simon and Schuster, 2003, p. 102.

³ À propos des développements stratégiques et politiques de cette crise, voir en particulier Craig Daigle, *The Limits of Detente: The United States, the Soviet Union, and the Arab-Israeli Conflict, 1969-1973*, New Haven, Yale University Press, 2012.

⁴ Voir Arnon Gutfeld et Boaz Vanetik, « 'A Situation That Had to Be Manipulated': The American Airlift to Israel During the Yom Kippur War », *Middle Eastern Studies*, vol. 52, n°3, 2016, p. 419-447.

⁵ Au sujet des objectifs américains dans cette guerre, voir Antoine Coppolani, « Henry A. Kissinger et les négociations sur le Proche-Orient : de la « diplomatie de l'immobilisme » à la « diplomatie de la navette » », *Relations internationales*, vol. 135, n°3, 2008, pp. 73-97.

Grass, à laquelle Nixon donne son aval le 10 octobre 1973, aboutira finalement à la livraison aérienne et maritime de 55 000 tonnes de matériel militaire à Israël, qui permettront à Tsahal de faire la différence sur le terrain dès le 15 octobre 1973.

La situation qui prévaut actuellement dans la guerre d'Ukraine montre toute l'actualité de ce type de problématique. L'Ukraine a opposé à « l'opération spéciale » russe une stratégie audacieuse, qui a combiné la défense ferme de Kiev à une tactique consistant à échanger de l'espace contre du temps sur le reste du théâtre, en laissant les Russes étirer démesurément leurs lignes logistiques, tout en harcelant leurs forces de manière décentralisée au moyen de petites unités mobiles. Face à un état-major russe qui semble avoir d'emblée commis un péché d'orgueil, aggravé par une mauvaise évaluation du potentiel sacrificiel ukrainien, cette stratégie s'est avérée payante. Néanmoins, et malgré les revers russes initiaux, le conflit, entamé depuis dix mois au moment de l'écriture du présent article, est loin d'être terminé. L'Ukraine reste un pays qui ne peut en aucun cas supporter sans aide extérieure, et qui plus est dans la durée, une guerre comportant de nombreuses séquences de haute intensité. Elle n'est pas la seule dans ce cas : la Russie elle-même, qui a pris l'initiative de l'agression, doit aujourd'hui déployer des stratégies complexes en matière d'armement pour pallier la diminution drastique de ses stocks de munitions, ainsi que l'illustre par exemple son partenariat avec l'Iran dans le domaine des drones. Mais en matière de stratégie des moyens, le degré de dépendance de Moscou reste pour l'instant sans comparaison avec celui de Kiev. « *Nous avons besoin d'armes. D'armes modernes. D'un grand nombre d'armes lourdes modernes* », martèle ainsi en avril 2022 le ministre ukrainien de la défense, Alexis Reznikov, en faisant appel à son principal soutien, les États-Unis, mais aussi aux pays européens et occidentaux au sens large⁶.

Les États-Unis ont répondu aux demandes de l'Ukraine d'une manière massive. L'effort d'assistance militaire au profit de Kiev est tout

simplement gigantesque : bien supérieur à ce qui a jamais été consenti au profit des forces nationales afghanes avant leur défaite finale de 2021, et plus de cinq fois supérieur à ce que reçoit Israël chaque année de la part des Américains. La réponse de Washington dans ce domaine n'est cependant pas sans ambiguïté. Car le combat de l'Ukraine pour résister à l'attaque militaire russe se trouve enchâssé dans le cadre d'une crise plus large des relations entre la Russie et les pays occidentaux, dont les racines sont bien antérieures au 24 février 2022. Deux éléments semblent aujourd'hui importants à considérer dans le tableau élargi de la crise. Le premier est géopolitique : la guerre d'Ukraine atteint l'ensemble des équilibres diplomatiques internationaux, en s'inscrivant dans le cadre d'une re-bipolarisation de la scène mondiale qui se cristallise lentement mais sûrement autour d'un affrontement annoncé entre Pékin et Washington. Le deuxième élément de contexte est géostratégique, dans la mesure où l'un des éléments majeurs du face-à-face russo-ukrainien est naturellement son caractère nucléaire potentiel. Les deux plans se combinent pour inciter l'administration Biden à ne pas laisser la guerre d'Ukraine dégénérer en un conflit majeur qui opposerait Américains et Russes. Cette limite fait du problème de la co-belligérance occidentale un élément-clé de l'équation politico-militaire du conflit. C'est pourquoi la question de la *qualification* (offensive ou défensive) de l'assistance militaire fournie à Kiev, et la justification de ces termes, tend à constituer un enjeu central de la guerre en cours.

Tenant compte de ce contexte, cette note cherchera à éclairer les déterminants de l'assistance militaire défensive dans la guerre d'Ukraine au prisme de la science politique de l'international, en positionnant l'analyse dans le champ des études stratégiques. Du point de vue empirique, nous rappellerons dans un premier temps la *nature* de l'aide militaire défensive fournie à l'Ukraine depuis le début du conflit, et les acteurs impliqués dans cette dernière. Nous aborderons ensuite la *fonction* et les conséquences de cette assistance militaire en la mettant en perspective en deux temps. Le premier temps se penchera sur le

⁶ Alexis Reznikov, ministre ukrainien de la défense, déclaration du 26 avril 2022.

« seuil » tactico-opératif lié à cette fourniture d'armement ; le deuxième traitera du seuil politico-stratégique qui en est inséparable, en référence aux défis qui sont ceux de l'interconnexion des capacités stratégiques hautes. L'ensemble de l'analyse s'effectuera en référence aux développements contemporains des approches réalistes défensives (des travaux classiques de Charles Glaser et Robert Jervis jusqu'à ceux, plus récents, de Stephen Walt et Jeremy Shapiro), croisés avec la montée en puissance des nouvelles recherches consacrées aux équilibres des guerres par *proxies*.

Au moment où la fourniture d'armements occidentaux à l'Ukraine s'intensifie, il s'agira *in fine* de comprendre ce que nous nommerons ici le *dilemme du double seuil*, et ses conséquences dans le débat consacré à la nature offensive ou défensive de l'assistance militaire fournie à Kiev depuis le début de la guerre.

La nature de l'aide militaire à l'Ukraine dans le conflit en cours : un point de situation à la fin 2022

Depuis l'offensive militaire russe du 24 février 2022, le lien entre le combat pour l'indépendance politique de l'Ukraine et la fourniture d'armements par les alliés de cette dernière est devenu l'un des principaux éléments de la communication stratégique déployée par les belligérants. Témoin la viralité de la réponse supposée du président Zelensky à une proposition américaine qui lui aurait été faite de l'évacuer aux premiers jours de l'attaque russe, qui menaçait alors directement Kiev : « *Le combat se déroule ici, réplique-t-il. J'ai besoin de munitions, pas d'un taxi !* »⁷. Des mots qui ont rapidement été reproduits au travers d'un nombre

conséquent de produits dérivés et de supports de communication, devenus très populaires aux États-Unis et en Europe orientale. Dans le même esprit, le missile antichar américain Javelin, « starisé » de manière symbolique comme l'avait été dans les années 1980 le *Stinger* fourni par le Pentagone aux combattants afghans, se voit quant à lui associé à des icônes de la Vierge, sur fond de drapeau ukrainien, au travers de montages destinés à des *mugs* ou des T-shirts, dont l'incongruité théologique intrinsèque n'est nullement exclusive d'une efficacité politique réelle⁸.

Ces appels répétés et insistants à une fourniture massive d'armements ont eu un véritable impact dans les opinions publiques occidentales. Et ils ont été, on le sait, largement entendus par les soutiens occidentaux de l'Ukraine, que ce soit de manière bilatérale, via le rôle massif des États-Unis, ou dans le cadre de l'Union européenne et surtout de l'OTAN. Fin avril 2022, soit trois mois après le début de l'offensive russe, plus d'une trentaine de pays avaient déjà expédié des armements modernes à Kiev. Le détail des principales livraisons à ce moment permet de se rendre compte du degré relatif de dépendance de l'armée ukrainienne à ses soutiens extérieurs. À cette date, les États-Unis avaient envoyé à Kiev plus de 50 millions de munitions pour armes de poing, fusils et pièces d'artillerie. Le Canada, la Grèce, la Lituanie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie et la Slovaquie avaient également fourni des munitions. Concernant les armements lourds, les États-Unis avaient expédié plus de 7 000 missiles antichar *Javelin* à l'Ukraine, ce qui représentait un nombre considérable compte tenu des stocks du Pentagone⁹. Au cours de cette première campagne d'assistance, d'autres pays ont livré des missiles anti-aériens *Stinger*, l'équivalent anti-aérien du Javelin. Les systèmes Caesar, MILAN et TRF1

⁷ Volodymyr Zelensky, Président ukrainien, déclaration du 26 février 2022. La plupart des officiels américains soulignent qu'aucune proposition de ce type n'aurait été faite en réalité au président ukrainien. « *Pour autant que je sache, cela ne s'est jamais produit*, témoigne à ce propos un responsable américain anonyme au *New Yorker*. *Mais chapeau à Zelensky et aux personnes qui l'entourent. C'était un beau slogan* ». Cf. Joshua Yaffa, « Inside the US effort to arm Ukraine », *The New Yorker*, October 17, 2022.

⁸ Voir le site « Saint Javelin », l'une des meilleures illustrations de ce commerce. <https://www.saintjavelin.com/pages/you-buy-art-we-buy-drones>. On renverra par ailleurs, de manière comparative, au « culte » qui se développa en France au profit du canon de 75 pendant la Première guerre mondiale.

⁹ A cette date, les États-Unis envoient en effet plus de Javelins à l'Ukraine qu'ils ne peuvent en remplacer facilement.

fournis par la France ont vite constitué une aide importante dans le domaine terrestre. La Pologne a transféré 250 chars T72 de fabrication soviétique. Les transferts de missiles antinavires par le Royaume-Uni visaient à empêcher la Russie de bloquer les ports ukrainiens de la mer Noire, l'un des objectifs de Moscou à cette phase intermédiaire du conflit.

Le principal soutien de Kiev reste néanmoins Washington. L'administration Biden a activé l'ensemble des programmes d'assistance militaire à sa disposition, dont principalement les *Defense trade and arms transfers* (composés des *Foreign military sales*, du *Foreign military financing*, et des *Excess military articles*)¹⁰. Depuis août 2021, surtout, l'administration a recouru aux *Presidential Drawdowns Authorities* (PDA), qui permettent le transfert direct à un pays tiers de matériels militaires prélevés directement sur les stocks de l'armée américaine, suivant un montant approuvé par le Congrès, pour des motifs « d'urgence non prévue » (22 U.S.C. §2318, a-1). Ces PDA se sont succédé tout au long de l'année 2022 (Un premier de 350 millions de dollars dès le 25 février, deux de 200 et 800 millions les 12 et 16 mars, trois de 100, 800 et encore 800 millions les 5, 13 et 21 avril, et deux de 150 et 100 millions les 6 et 19 mai 2022). Cette première vague de fourniture d'armements s'accompagne de programmes massifs de formation des combattants ukrainiens à l'utilisation des nouveaux systèmes qui leur sont livrés. Cet appui en termes d'entraînement ne cesse de monter en puissance : entre avril et décembre 2022, on estime que l'armée américaine a ainsi formé plus de 3000 soldats ukrainiens, tandis que les alliés des États-Unis, principalement des membres de l'OTAN, en ont entraîné 12 000 dans le même but.

Après cette période initiale de soutien occidental massif qui a permis aux Ukrainiens de dégager Kiev et de remporter un véritable succès stratégique

face à l'armée russe, il est possible de repérer des pics postérieurs de remobilisation de la part des alliés de l'Ukraine. Ces pics correspondent logiquement aux retours offensifs de Moscou. En mai 2022, le principe de concentration des efforts semble ainsi provisoirement payer au Donbass pour les Russes, qui ciblent avec succès ce secteur du front après avoir abandonné leurs positions au nord de l'Ukraine. Dans les pays occidentaux, les appels à une intensification des fournitures d'armement se font de nouveau pressants, de manière à permettre aux Ukrainiens de reprendre l'initiative. Ces appels ont d'autant plus de succès que la livraison d'armements est à cette date devenu le principal critère pour discriminer entre les soutiens attentistes et les « véritables » alliés de l'Ukraine. La multiplication des sites répertoriant en temps réel l'effort des uns et des autres amplifie le phénomène. C'est le cas par exemple de la base de données du *Kiel Institute for the world economy*, qui tient le compte de l'aide humanitaire et financière, mais aussi militaire fournie à l'Ukraine, tant en pourcentage de PIB des donateurs qu'en valeur absolue¹¹. Le *naming and shaming* des alliés jugés trop attentistes est l'un des leviers de la communication stratégique tirant partie de ces données.

Kiev, qui à ce stade a largement remporté la bataille de la communication dans la plupart des pays occidentaux, exprime auprès de ses partenaires des besoins opérationnels davantage orientés vers le haut du spectre des capacités. D'armes défensives individuelles comme les *Javelin* et les *Stinger*, les demandes vont porter sur des armes plus destructrices : artillerie à longue portée, systèmes de lance-roquettes multiples, drones, chars, systèmes antimissiles, ou avions de

¹⁰ Dans le cas des FMF, qui peuvent être financées soit par le pays bénéficiaire, soit directement par les États-Unis, on rappellera que la désignation des pays éligibles incombe au Département d'Etat. Le Département de la Défense est quant à lui chargé de mettre en œuvre les programmes. Sur l'ensemble de l'effort de *Security Assistance* dont bénéficie l'Ukraine depuis la fin de l'année 2021, voir Cristina L. Arabia et al., « U.S. Security

Assistance to Ukraine », *In Focus*, Congressional Research Service, updated December 7, 2022. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF12040>

¹¹ Voir *Ukraine Support Tracker, A Database of Military, Financial and Humanitarian Aid to Ukraine*, <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/?cookieLevel=not-set>

combat¹². Fin avril 2022, ces exigences soutenues sont relayées par certains alliés de l'Ukraine. La ministre britannique des Affaires étrangères, Liz Truss, qui deviendra bientôt une très éphémère Première ministre du Royaume-Uni, souhaite que Londres apparaisse à la pointe de cet argumentaire. Elle martèle que fournir à l'Ukraine uniquement des armes défensives n'est plus suffisant : « *Pendant trop longtemps, il y a eu une fausse distinction entre les armes défensives et offensives. C'est devenu une excuse pour que certains traînent les pieds. Ce temps est maintenant révolu* », déclare-t-elle au Parlement, en visant directement la prudence de certains responsables américains, des Français et des Allemands¹³. Berlin entame pourtant à ce moment une évolution tendant à une implication plus directe dans la fourniture d'armements à Kiev. « *Nous avons décidé (...) que l'Allemagne facilitera la livraison de canons antiaériens automoteurs Gepard à l'Ukraine* » annonce ainsi la ministre allemande de la Défense Christine Lambrecht à Ramstein, lors d'une réunion des soutiens de l'Ukraine organisée dans cette base américaine de l'OTAN située en Allemagne, en insistant sur l'efficacité de ces systèmes lourds qui peuvent atteindre des avions à une distance de 15 km.

Début août 2022, un deuxième pic de mobilisation prend forme avec l'annonce d'un nouvel effort massif de la part des États-Unis. Le 19 août, dans le cadre d'un *Security Assistance Package*, le Département d'État annonce des fournitures d'armement à l'Ukraine d'une valeur de 775 millions de dollars¹⁴. Le montant n'est guère supérieur en valeur absolue à d'autres PDA antérieurs, mais sa montée en puissance qualitative est remarquée : cette tranche d'aide inclut en effet des munitions supplémentaires pour les systèmes automoteurs d'artillerie HIMARS (*High Mobility Artillery Rocket Systems*) dont la livraison avait été annoncée début juin 2022, une vingtaine de canons

de 105 mm dotés de 36 000 munitions, une quinzaine de systèmes de drones de reconnaissance *ScanEagle*, des missiles HARM destinés aux appareils aériens ukrainiens engagés dans la recherche et la destruction des radars russes, un nouveau millier de missiles *Javelin*, ainsi que des véhicules militaires légers *Humvees*, des systèmes de communication tactique sécurisés, des appareils de vision nocturne, ou des systèmes d'imagerie thermique, la liste n'étant pas exhaustive. Une partie de cette aide est également destinée aux alliés de l'OTAN, en particulier ceux de l'Europe centrale, pour leur permettre, via les *Third Party Transfers* (TPT), de remplacer les équipements qu'ils ont prélevés sur leurs propres stocks afin de les transférer en Ukraine¹⁵. La décision succède à un autre déblocage d'aide militaire, décidé par Washington le 8 août, pour un milliard de dollars.

À l'automne 2022 enfin, le déclenchement des bombardements russes massifs visant les installations électriques ukrainiennes déclenche un troisième pic de soutien de la part des alliés de Kiev. Début octobre 2022, Paris annonce ainsi de son côté la création d'un fonds de 100 millions d'euros permettant à l'Ukraine « (...) *d'acheter directement auprès des fournisseurs français les équipements dont les militaires ukrainiens ont le plus besoin pour soutenir leur effort de guerre* »¹⁶. À la fin de l'année, une nouvelle étape est franchie, avec l'annonce que les États-Unis étudient la fourniture de systèmes antimissiles *Patriot* aux Ukrainiens.

Tout au long de l'année 2022, tant sous l'angle des volumes livrés que des performances des systèmes transférés, la fourniture d'armements à l'Ukraine s'est donc intensifiée, à la faveur de pics de mobilisation corrélés aux retours offensifs de l'armée russe et aux frappes dans la profondeur planifiées par Moscou pour cibler les infrastructures énergétiques ukrainiennes. La distinction entre armements défensifs et offensifs,

¹² Phil Stewart, « At defence talks in Germany, U.S. says world galvanized against Russia's invasion », *Reuters*, 26 avril 2022.

¹³ « UK's Truss: No longer good enough to limit Ukraine support to defensive weapons », *Reuters*, 26 April 2022.

¹⁴ David Vergun, « Additional Defensive Weapons to be Shipped to Ukraine, Official Says », *DoD news, US Department of Defense*, August 19, 2022.

¹⁵ Une triangulation qui a permis la fourniture par ces pays de 12 000 systèmes antichar et 1500 missiles antiaériens aux Ukrainiens depuis février 2022.

¹⁶ Marie Slavicek, « Quels armements la France fournit-elle à l'Ukraine ? », *Le Monde*, 10 octobre 2022.

critiquée dès le début de cette campagne d'aide massive de la part des soutiens de l'Ukraine, est toujours invoquée, mais elle est de plus en plus remise en question, comme l'illustre la déclaration tranchée de Liz Truss en avril 2022.

Une question demeure pourtant, décorrélée des avancées et reculs conjoncturels de l'Ukraine et de la Russie sur le champ de bataille. Cette question, structurelle, est la suivante : en remontant vers le haut du spectre des capacités, à partir de quel seuil les fournisseurs d'aide militaire aux Ukrainiens, qu'ils soient individuels ou collectifs (OTAN et Union européenne) deviennent-ils co-belligérants sans plus aucune équivoque ? L'arrière-fond nucléaire de la guerre d'Ukraine souligne à l'évidence que la problématique ne peut être seulement traitée du point de vue juridique, technique ou moral, et qu'une approche politico-stratégique doit compléter l'analyse d'ensemble des marges de manœuvre qui sont celles des soutiens occidentaux de l'Ukraine.

La difficulté, comme nous allons le voir, est qu'en l'occurrence, l'équation politico-stratégique de l'assistance militaire à l'Ukraine ne comporte pas un seuil unique, mais bien deux. C'est sans doute en mettant en rapport ces deux seuils que la complexité de la problématique d'assistance militaire de cette guerre s'éclaire plus complètement.

La question du premier seuil : les effets de la fourniture d'armements au niveau tactico-opératif interne

L'une des problématiques majeures de la théorie des relations internationales, porte sur la

distinction entre offensive et défensive. Pourquoi ce point est-il central¹⁷ ? Parce qu'il renvoie directement à l'un des concepts les plus connus du champ, en l'occurrence le dilemme de sécurité théorisé par John Herz en 1950. Ce dilemme, comme on le sait, naît du fait que chaque protagoniste considère sa politique de sécurité comme intrinsèquement défensive, alors que celle de son concurrent lui apparaît comme « naturellement » offensive¹⁸. Le dilemme se fonde ainsi sur l'incertitude au sujet des intentions du voisin : toute acquisition d'armement défensif par l'un est comprise comme un renforcement offensif par l'autre. Tous les acteurs poursuivent pourtant le même but : diminuer leur niveau relatif d'insécurité. Ils ne réussissent cependant qu'à générer une spirale d'insécurité croissante, sous la forme d'une course aux armements généralisée, entretenue par un biais de confirmation permanent.

« En général, écrit Joseph Nye, lorsque des grandes puissances se trouvent au bord de la guerre dans des situations où la capacité offensive dépasse la capacité défensive, les analystes avancent que le dilemme de sécurité crée une incitation à frapper en premier »¹⁹. De nombreux auteurs se sont penchés sur les solutions possibles pour sortir de ce dilemme, ou du moins l'atténuer. Robert Jervis insiste ainsi sur ce qu'il appelle la « différenciation offensive-défensive », qui consisterait à distinguer chez l'adversaire les forces dédiées aux missions défensives de celles entraînées et équipées pour mener des missions offensives. Si les premières dominent dans l'ordre de bataille d'un concurrent ou d'un adversaire potentiel, les intentions du concurrent sont plus lisibles, et le dilemme de sécurité diminue²⁰. Cette hypothèse continue de générer des débats passionnés en science politique, que nous

¹⁷ Voir le résumé, ancien mais synthétique, de Charles Glaser et Chaim Kaufman, « What is the offense-defense balance and can we measure it? (Offense, Defense, and International Politics) », *International Security*, vol. 22, n°4, Spring 1998. Également : Corentin Brustlein, « Clausewitz et l'équilibre de l'offensive et de la défensive », *Stratégique*, vol. 97-98, no. 5-6, 2009, pp. 95-122.

¹⁸ Voir par exemple Ken Booth and Nicholas J. Wheeler, *The Security Dilemma: Fear, Cooperation and Trust in World Politics*, Houndmills/New York, Palgrave Macmillan, 2008.

¹⁹ Joseph S. Nye, « Deterrence and Dissuasion in Cyberspace », *International Security*, vol. 41, n°3, 2017, p. 70.

²⁰ Robert Jervis, « Cooperation under the Security Dilemma », *World Politics*, vol. 30, n°2, January 1978, p. 167-214. George H. Quester, *Offense and Defense in the International System*, New York, John Wiley & Sons, 1977. Voir également Corentin Brustlein, « Clausewitz et l'équilibre de l'offensive et de la défensive », *Stratégique*, vol. 97-98, n°5-6, 2009, p. 95-122.

n'approfondirons pas ici. À supposer qu'elle soit opératoire, point sur lequel nous reviendrons plus loin, comment différencie-t-on entre armements défensifs et offensifs néanmoins ?

Le problème, on le saisit vite, est de catégoriser les systèmes de manière à ce que leur *détention* soit corrélée à une *intention*. La réflexion est ancienne. En 1932, dans le cadre des discussions de la Conférence de désarmement de Genève, une première tentative est menée en ce sens. Elle échoue, Churchill étant l'un de ceux qui s'opposent le plus violemment à un contrôle des armements qui en viendraient à être catégorisés comme offensifs²¹. Trente ans après, et dans le cadre bien différent d'une crise en ambiance nucléaire, celle de Cuba, cette différenciation offensive-défensive est de nouveau au cœur d'une divergence d'interprétation entre grandes puissances. Dans les derniers temps de la crise, le président Kennedy fait transmettre au Kremlin une liste d'équipements « offensifs » à retirer de Cuba, ou à ne pas y faire entrer. Les échanges entre les deux présidents sont représentatifs de la difficulté de la problématique. Khrouchtchev écrit ainsi à Kennedy le 5 novembre 1962, après avoir parcouru la « liste » américaine :

Monsieur le Président, je viens d'être informé par M. V. Kuznetsov, notre représentant aux négociations de New York pour la liquidation de la situation tendue autour de Cuba, que M. Stevenson lui a remis une liste d'armes que votre partie qualifie d'offensives. J'ai étudié cette liste et, je dois l'avouer, l'approche de la partie américaine à ce sujet m'a sérieusement inquiété. Dans une telle démarche, je le dis franchement, je vois une volonté de compliquer la situation, car il est impossible en effet de placer dans la

catégorie des armes « offensives » des types d'armes qui ont toujours été qualifiées d'armes défensives, même par un homme sans éducation militaire, par un simple soldat, pour ne pas dire un officier²².

Lettre à laquelle Kennedy répondra en maintenant la position américaine à ce sujet, sans pour autant répondre directement sur le fondement de la catégorisation choisie :

Je suis surpris que dans votre lettre, que j'ai reçue hier, vous laissiez entendre qu'en remettant à votre représentant à New York une liste des armes que nous considérons comme offensives, il y avait de notre part une volonté de compliquer la situation. Notre intention était tout à fait contraire : nous en tenir à une liste bien connue, et ne pas introduire de nouveaux éléments. Mais il n'y a vraiment qu'un seul élément majeur sur la liste, au-delà des missiles et de leurs équipements, ce sont les bombardiers légers et leurs équipements. Ce point est en effet d'une grande importance pour nous (...) ²³.

La crise de Cuba trouvera un aboutissement pacifique, sans que ce point de définition ne soit réglé. L'alerte a été chaude, cependant, et les réflexions en la matière se cesseront de prendre de l'ampleur en raison des préoccupations internationales liées à la mise en place et au fonctionnement ultérieurs des cadres multilatéraux ou bilatéraux de contrôle et de maîtrise des armements durant la Guerre froide, en matière nucléaire comme conventionnelle. En 1984, tandis que s'affirment les intentions de *build-up* militaire de l'administration Reagan, Johan Galtung, figure emblématique de la *Peace research*, tentera ainsi de fonder la différence entre systèmes offensifs et

²¹ Voir les débats de l'époque à la Chambre des Communes, et en particulier les échanges entre Churchill et le secrétaire d'état aux Affaires étrangères, John Simon : *Commons Sitting of 13 May 1932*, Series 5, Vol. 265, Hansard, House of Commons Information Office. <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1932/may/13/disarmament-conference> Voir également : Borg, Marlies Ter, « Reducing Offensive Capabilities. The Attempt of 1932 » *Journal of Peace Research*, vol. 29, n°2, 1992, p.

145–60. <http://www.jstor.org/stable/424049>. Accessed 24 May 2022.

²² *Letter From Chairman Khrushchev to President Kennedy*, Moscow, undated. Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, USSR, Khrushchev Correspondence (Cuba), Vol. I-C, 11/3/62-11/16/62.

²³ *Letter From President Kennedy to Chairman Khrushchev*, Washington, November 6th, 1962. Kennedy Library, National Security Files, Meetings and Memoranda Series, Executive Committee, Vol. II, Meetings, 17-24.

défensifs sur les propriétés « objectives » de ces derniers, en particulier leur portée²⁴. Négocié au cours des dernières années de la Guerre froide, le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), signé le 19 novembre 1990, élimine quant à lui l'avantage quantitatif écrasant de l'Union soviétique en matière d'armes conventionnelles en Europe, en fixant des limites égales à la quantité de chars, de véhicules blindés de combat (VBC), d'artillerie lourde, d'avions de combat et d'hélicoptères d'attaque que l'OTAN et le Pacte de Varsovie peuvent déployer entre l'océan Atlantique et l'Oural. Dans ce dernier cas, le dilemme de sécurité est réduit sur la base d'un équilibre offensive-défensive exprimé en termes de déploiement géographique.

Ce qui n'est pas assez souligné peut-être, c'est le problème commun à toutes ces tentatives tendant à définir des critères susceptibles de diminuer l'intensité du dilemme de sécurité. Il apparaît en effet que ces modèles ont souvent été développés en considérant ce qui *précédait* un conflit. C'est-à-dire en inventoriant ce que l'on appelle un ordre de bataille ou ODB, ainsi que les arsenaux et les stocks-objectifs qui permettent de l'opérationnaliser, en cherchant à faire la part des systèmes défensifs et offensifs qui le composent. Mais qu'en est-il lorsque le conflit a *déjà* été déclenché, comme dans l'exemple ukrainien depuis février 2022 ? Dans ce cas, ainsi que le faisait remarquer Stephen Biddle, la question n'est plus de savoir si un équipement est offensif ou défensif, mais selon quel mode – offensif ou défensif – il est utilisé dans le cadre d'une manœuvre changeante, gouvernée par ce que Clausewitz appelle la théorie unifiée de la friction²⁵. Pour le dire autrement, et comme le savent tous les officiers formés dans les Ecoles de guerre, la friction inhérente au champ de bataille peut amener des troupes à utiliser de

manière défensive des équipements catégorisés comme offensifs, et vice-versa.

Qu'en déduit-on dans le cas qui nous occupe ici ? Une ligne de raisonnement totalement différente de celle des avocats de la prudence à observer vis-à-vis de la Russie en matière de « co-belligérance », et qui pourrait être formalisée selon le syllogisme suivant :

- Tout pays attaqué de manière unilatérale a le droit de se défendre en cas d'agression armée. C'est l'esprit même de l'article 51 de la Charte des Nations-Unies²⁶.
- L'Ukraine a été agressée unilatéralement par la Russie.
- L'Ukraine a le droit de se défendre par tous les moyens, jusqu'à la fin de l'agression.

La Russie, en effet, n'est pas attaquée. C'est elle qui a pris l'initiative de l'offensive. Elle perd, de ce point de vue, le droit moral de s'offusquer des efforts directs de l'Ukraine pour se défendre par tous les moyens, soutenue par l'appui matériel direct de ses alliés. Tout ce que Kiev utilisera dans cette optique, quelle que soit la puissance de destruction de l'équipement fourni par ses soutiens, devrait donc être strictement considéré comme relevant de l'emploi *interne*, dans le cadre d'opérations tactico-opératives *défensives*. Celles-ci peuvent comporter des séquences de contre-offensive ; cependant, tant que les systèmes fournis sont utilisés pour reprendre les parties du territoire ukrainien annexées par Moscou, et non pour attaquer le territoire russe, la puissance de destruction ou l'allonge de ces mêmes systèmes, qu'ils soient « lourds » ou « légers », ne constitue pas l'élément discriminant du problème. C'est très exactement la ligne de crête suivie pour le moment par le Département d'État américain : à l'occasion des quelques frappes ukrainiennes qui ont pu avoir lieu dans la profondeur du territoire russe, comme au début décembre 2022 dans les régions de

²⁴ Johan Galtung, « Transarmament: from Offensive to Defensive Defense », *Journal of Peace Research*, vol. 21, n° 2, 1984, p. 131.

²⁵ Voir Stephen Biddle, « Rebuilding the Foundations of Offense-Defense Theory », *The Journal of Politics*, vol. 63, n° 3, 2001, p. 741-74. Du même auteur, *Military Power. Explaining Victory and Defeat in Modern Battle*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

²⁶ Article dont on rappellera ici les premiers mots : « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. »

Riazan et Saratov, Washington a mis constamment en rapport sa propre retenue en tant que fournisseur et conseil en matière d'armement, d'une part, et d'autre part le droit moral des Ukrainiens de se défendre. « *Nous n'avons ni encouragé ni permis aux Ukrainiens de frapper à l'intérieur de la Russie*, précise ainsi Anthony Blinken le 7 décembre, *mais l'important est de comprendre ce que les Ukrainiens vivent au quotidien avec l'agression russe en cours contre leur pays* »²⁷. Le discours américain est remarquablement stable de ce point de vue : six mois auparavant, le sous-secrétaire à la défense américain Colin Kahl s'appuyait sur les mêmes éléments de langage en deux temps à propos de la décision de livraison des systèmes de lance-roquettes multiples HIMARS : « *Nous n'avons pas intérêt à ce que le conflit en Ukraine prenne de l'ampleur ou se transforme en troisième guerre mondiale, et nous en sommes conscients (...) Mais en même temps, la Russie n'a pas de droit de veto sur ce que nous envoyons aux Ukrainiens. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui ont commencé cette guerre, ce sont les Russes* »²⁸. Le message semble entendu à Kiev, en particulier au sujet des HIMARS, destructeurs et précis : « *Les Américains nous ont demandé de ne pas utiliser ces armes pour tirer sur le territoire russe*, déclare un responsable militaire ukrainien au *New Yorker* en septembre 2022. *Nous avons répondu tout de suite que ce n'était absolument pas un problème. Nous ne les utiliserons contre l'ennemi que sur le territoire de l'Ukraine* »²⁹.

Tant que Kiev reste donc en deçà du seuil qui sépare ce que l'on appellera ici l'usage tactico-opératif *interne* (l'emploi des systèmes fournis par ses alliés dans le cadre strict du territoire ukrainien) de l'usage stratégique *externe* (l'emploi des mêmes systèmes pour frapper le territoire russe), ses fournisseurs considèrent qu'ils ne sauraient être accusés de co-belligérance au sens strict. Sous cet

angle, l'opinion de Liz Truss datée du 26 avril 2022, et à laquelle il a été fait référence plus haut, peut donc paraître fondée : toute tentative de limiter les fournitures d'armement à l'Ukraine sur la base d'une différenciation offensive-défensive des systèmes fournis est en réalité hors de propos.

Cette ligne de raisonnement suffit-elle néanmoins à épuiser la problématique des limites de l'assistance militaire au profit de l'Ukraine en matière d'armement ?

La question du deuxième seuil : capacités stratégiques hautes et effets de la fourniture d'armements au niveau des perceptions dissuasives

Certains systèmes réclamés par Kiev, de par leur nature même, peuvent tendre en réalité, non pas à évacuer, mais bien à replacer le problème de la co-belligérance au cœur des enjeux actuels de la guerre d'Ukraine. C'est le cas, en l'occurrence, des systèmes de défense antimissile, de certains matériels de défense anti-aérienne, et des canons d'artillerie guidée à longue portée.

En ce qui les concerne, le syllogisme que nous évoquions dans la partie précédente, s'il tient toujours sur le plan moral, court en effet le risque de se transformer en un fallace potentiellement dangereux sur le plan politique. En obligeant à rappeler que la guerre conventionnelle en cours est enchaînée dans une crise internationale en ambiance nucléaire, ces systèmes forcent de fait l'analyste à regarder en face la tragédie de 2022, ce qui ne peut être fait qu'en tenant compte, comme l'écrivait Clausewitz, du *genre de guerre* dont il s'agit. Cela explique pourquoi les travaux de Jervis et de ses successeurs devraient être réétudiés dans le cadre de la tragédie en cours³⁰. Et aussi pourquoi il est permis de penser que les modélisations

²⁷ Voir « Ukraine war: US neither encouraged nor enabled Kyiv to strike inside Russia – Blinken », *BBC News*, 7 December 2022.

²⁸ Joe Gould, « US will send HIMARS precision rockets to Ukraine », *Defense News*, 1 June 2022.

²⁹ Voir « Inside the US effort to arm Ukraine », art.cit.

³⁰ Stephen Walt, « Does Anyone Still Understand the 'Security Dilemma'? », *Foreign Policy* [online], July 26, 2022.

<https://foreignpolicy.com/2022/07/26/misperception-security-dilemma-ir-theory-russia-ukraine/>. Également : Chris Fettweis, « On Ukraine and Misperception », *Inkstick*, 19 January 2022.

nombreuses qu'a connu l'équilibre offensive-défensive durant la Guerre froide, loin d'être obsolètes comme le pense Mme Truss, ont au contraire retrouvé une pertinence nouvelle compte tenu de la nature du conflit armé russo-ukrainien de 2022³¹.

Cette hypothèse intuitive nous mène à discuter la possibilité d'une catégorisation des armements fournis à l'Ukraine qui se ferait non en fonction de ce que nous appelons ici le premier seuil (celui qui sépare l'usage interne et externe de ces systèmes indépendamment de leurs capacités), mais en fonction d'un deuxième seuil. Celui-ci concernerait la frontière, estompée mais terriblement réelle, qui distingue la dimension conventionnelle de la dimension atomique dans la crise en cours.

Il faut rappeler, à ce point du raisonnement, que l'art opératif moderne évolue actuellement dans le sens d'une interconnexion toujours plus poussée de ce qu'on appellera ici les *capacités stratégiques hautes* ou CSH (puissance aérienne pilotée ou non à distance, systèmes antiaériens et antimissiles, systèmes spatiaux et capacités nucléaires). Cette interconnexion entraîne une intégration croissante des *domaines* auxquels ces capacités étaient traditionnellement rattachées, dans le cadre de Centres de commandement et de contrôle (C2) de nouvelle génération qui fusionnent instantanément des informations provenant de milieux (terre, air, mer, espace) et de champs (informationnel, électro-magnétique) divers, de manière à conduire une manœuvre victorieuse sur le théâtre des opérations³².

Ce phénomène d'infovalorisation opérationnelle croissante ne concerne pas seulement le niveau stratégique. Il opère jusqu'au niveau tactique via l'engrenage essentiel du niveau opératif. Le phénomène n'est certes pas nouveau, mais il a

connu ces dernières années une accélération majeure, et la guerre d'Ukraine souligne à quel point l'étude de ses conséquences revêt désormais une importance capitale pour les armées. La logique des opérations multi-domaines articulées à des CSH interconnectées entraîne, entre autres choses, la nécessité de maîtriser ce que l'on pourrait appeler la « dissuasion multi-domaines », pour reprendre l'expression éclairante qu'emploient Jonathan Pearl et Brian Radzinsky dans une étude récente : « *Il est largement admis, écrivent-ils, que la crédibilité de notre dissuasion nucléaire ne repose pas seulement sur les systèmes d'armes et la structure de nos forces, mais aussi sur l'efficacité des capacités issues de multiples domaines en matière de commandement, de contrôle et de communications nucléaires (NC3) ainsi que d'alerte précoce (...). La dissuasion nucléaire moderne est une opération hautement multi-domaine* »³³.

Une dissuasion « intégrée », de plus en plus inscrite dans cette perspective multi-domaine, engendre des opportunités stratégiques, certes, mais aussi des risques qu'il s'agit d'évaluer à leur juste niveau. La logique de débord entre une *fonction stratégique*, la dissuasion nucléaire, et des *domaines opérationnels* divers, infovalorisés et interconnectés doit être appréhendée avec précaution. De ce point de vue, la défense antimissile (DAM), en raison précisément du recouvrement qu'elle induit avec les capacités nucléaires à laquelle elle s'articule intimement depuis la fin des années 1950, pose un problème spécifique. L'expression « défense antimissile » n'est aucunement réductible au premier des mots qui la composent : dans une guerre qui comporte un surplomb nucléaire virtuel, tout ce qui touche à l'antimissile pèse en réalité directement sur les perceptions dissuasives des grandes puissances

³¹ Voir par exemple Barry R. Posen, *Inadvertent Escalation: Conventional War and Nuclear Risks*, Ithaca, Cornell University Press, 1991. Stephen Walt, « Does Anyone Still Understand the 'Security Dilemma'? », Foreign Policy [online], July 26, 2022. <https://foreignpolicy.com/2022/07/26/misperception-security-dilemma-ir-theory-russia-ukraine/>. Également : Chris Fettweis, « On Ukraine and Misperception », Inkstick, 19 January 2022.

³² L'étude des conséquences politiques et opérationnelles de cette interconnexion constitue l'objet d'un des programmes d'étude actuels de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) de la faculté de droit de l'Université Lyon III.

³³ Jonathan Pearl et Brian Radzinsky, « Multi-Domain Operations and the Deterrence Calculus », dans Brad Roberts (dir.), *Getting the Multi-domain Challenge Right*, Center for Global Security Research, Lawrence Livermore National Laboratory, December 2021.

impliquées directement et indirectement sur le territoire ukrainien.

C'est une des raisons qui poussent par exemple les Israéliens à refuser aux Ukrainiens – pour le moment – la fourniture de systèmes antimissiles *Iron Dome*. Kiev dispose certes déjà de ses propres systèmes de défense antimissiles. Mais recevoir des éléments similaires de la part d'acteurs tiers, *a fortiori* dotés nucléairement (comme les États-Unis ou Israël) revêtirait théoriquement une tout autre signification : celle d'une atteinte à la crédibilité de la dissuasion nucléaire russe, à proximité immédiate de son barycentre stratégique et de ses silos de tir. Fin octobre 2022, le ministre de la défense israélien Benny Gantz a réitéré son refus de livrer des *Iron Dome* « ou tout autre sorte de systèmes antimissiles » à Kiev, tout en soulignant l'apport de l'aide israélienne « défensive » consentie à l'Ukraine en matière d'alerte avancée³⁴.

Cette problématique de l'approche de la voûte nucléaire a été rappelée avec fermeté par l'administration Biden depuis le début de la guerre, au gré d'un déclaratoire nucléaire qui a comporté de nombreuses phases d'escalade et de désescalade en matière de signaux dissuasifs entre Russie et puissances occidentales dotées³⁵. Malgré les partisans d'une confrontation plus directe avec la Russie³⁶, le Président américain n'hésite pas à évoquer la menace d'une « Troisième guerre

mondiale ». Tout en assurant que « (...) la nature de la réponse [américaine] dépendra de la nature de l'usage [d'armes de destruction massive par Moscou] »³⁷, il fait part de sa conviction que Poutine « ne plaisante pas » en ce qui concerne la possibilité éventuelle d'une réponse nucléaire si les intérêts vitaux de l'État russe étaient ciblés³⁸.

Jusqu'ici, les fournitures d'armement à l'Ukraine reflétaient le relatif réalisme de ce déclaratoire prudentiel. Les systèmes expédiés à Kiev ont certes fait l'objet de réévaluations qualitatives continuellement réorientées vers le haut du spectre des capacités conventionnelles, comme le montrent les catégorisations raisonnées que nous proposons dans le tableau page suivante³⁹. Mais, avant la mi-décembre 2022, ce portefeuille ne comportait en réalité aucun système tangentant fonctionnellement la dissuasion nucléaire. On notera ainsi que si le total des programmes américains de *Security assistance* activés au profit de l'Ukraine depuis janvier 2021 se chiffrait à 20 milliards de dollars à la mi-décembre 2022⁴⁰ (auxquels s'ajoutent 13 milliards de dollars de fournitures accordés par une cinquantaine d'alliés et de pays partenaires), aucun système anti-missile n'avait jusqu'ici figuré dans la liste des armements transférés.

³⁴ Rina Bassist, « Israel won't supply Ukraine with missile-defense systems », *Al-Monitor*, October 19, 2022.

³⁵ Voir l'excellente synthèse d'Anna Clara Arndt et Liviu Horovitz, *Nuclear rhetoric and escalation management in Russia's war against Ukraine: A Chronology*, SWP Working Paper, September 3, 2022. Voir également les réactions des États-Unis : Ken Bredemeier, « US Warns Russia of 'Catastrophic Consequences' If It Launches Nuclear Attack in Ukraine », *VOA*, 25 September 2022. <https://www.voanews.com/a/us-warns-russia-of-catastrophic-consequences-if-it-launches-nuclear-attack-in-ukraine-/6762441.html>

³⁶ Nous nous permettons de renvoyer à Olivier Zajec, « A third nuclear age may be dawning in Ukraine », *Le Monde diplomatique*, English edition, April 2022. Pour un exemple de maximalisme chez les Républicains américains, voir M. Nzanga, « Mike Pompeo: Biden's 'Armageddon' remark on Russian nuclear threat was 'reckless' », *USA Today*, 9 October 2022.

³⁷ « Biden Warns Putin on Use of WMDs: 'Don't, Don't, Don't' », *VOA News*, 17 September 2022, <https://www.voanews.com/a/biden-warns-putin-on-use-of-weapons-of-mass-destruction/6751789.html>

³⁸ James Politi, « Joe Biden warns Vladimir Putin is 'not joking' about nuclear threat », *Financial Times*, October 7, 2022.

³⁹ On notera qu'en dépit d'un discours officiel soulignant fermement la non-belligérance directe de l'OTAN, les objectifs affichés par les Département d'État américain concernant cette aide en matière d'équipement et d'entraînement sont définis selon trois priorités : « aider l'Ukraine à préserver son intégrité territoriale, à sécuriser ses frontières et à améliorer son interopérabilité avec l'OTAN » Source : U.S. Security Cooperation with Ukraine, Fact sheet. Bureau of Political-Military Affairs, December 9, 2022. <https://www.state.gov/u-s-security-cooperation-with-ukraine/>. C'est nous qui soulignons.

⁴⁰ Dont 19,3 milliards depuis le 24 février 2022.

Armements livrés à l'Ukraine par les États-Unis avant le 13 décembre 2022		
Type de système	Volumes livrés	Valeur dans le spectre capacitaire
Systèmes de roquettes d'artillerie à haute mobilité HIMARS et munitions associées	38	Très haute
Missiles antiradiation à grande vitesse AGM-88 (HARM) modifiés pour utilisation sur MIG-29	Non spécifié	
Systèmes antiaériens <u>Stinger</u>	Plus de 1 600	Haute
Systèmes antichars <u>Javelin</u>	Plus de 8 500	
Autres systèmes et munitions antichar	Plus de 46 000	
Systèmes aériens tactiques sans pilote <u>Switchblade</u>	Plus de 700	
Obusiers de 155 mm	142	
Munitions d'artillerie de 155 mm	1 004 000	
Munitions d'artillerie de 155 mm à guidage de précision	4 200	
Obus de 155 mm de systèmes de mines antichar à distance (RAAM)	9 000	
<u>Howitzers</u> de 105 mm	36	
Obus d'artillerie de 105 mm	180 000	
Missiles filoguidés TOW (Tube <u>Launched, Optically-Tracked, Wire-Guided</u>)	1 500	
Véhicules de poste de commandement	4	
Systèmes nationaux avancés de missiles sol-air (NASAMS)	8	
Systèmes de défense aérienne <u>Avenger</u> (systèmes <u>Stinger</u> montés sur camions tactiques)	4	
Hélicoptères Mi-17	20	
Chars T-72B	45	
Systèmes aériens sans pilote (tactique) RQ-20 Puma	11	
Services commerciaux d'imagerie par satellite	Non spécifié	
Systèmes aériens tactiques sans pilote Phoenix <u>Ghost</u>	1 800	
Systèmes aériens sans pilote Scan Eagle	15	
Radars pour les systèmes aériens sans pilote	2	
Navires de défense côtière sans pilote « 40 <u>Defiant</u> »	58	
Radars de contre-batterie pour systèmes d'artillerie	50	
Radars de surveillance aérienne	10	
Systèmes de défense côtière <u>Harpoon</u>	2	
Matériel de brouillage électronique	Non spécifié	Intermédiaire
Véhicules tactiques pour remorquer des armements	276	
Véhicules blindés de traitement médical	100	
Véhicules tactiques de <u>recomplètement</u> et de réparation	22	
Systèmes de mortier de 120 mm	20	
Obus de mortier de 120 mm	135 000	
Véhicules polyvalents à roues à haute mobilité (HMMWV)	Plus de 1 000	
Camions pour le transport d'équipements lourds	44 (et 88 remorques associées)	
Véhicules tactiques légers	Plus de 100	
Véhicules blindés de transport de troupes M113	200	
Véhicules blindés de sécurité M1117	250	
Véhicules protégés contre les mines et les embuscades <u>MaxxPro</u>	440	
Patrouilleurs côtiers et fluviaux	58	
Radars de contre-batterie pour mortiers	4	
Munitions pour armes légères	104 000 000	Basique
Ensembles de gilets pare-balles et de casques	75 000	
Dispositifs de vision nocturne, de systèmes de surveillance, de systèmes d'imagerie thermique, optiques, télémètres laser	Plusieurs milliers	
Générateurs	350	

Olivier Zajec, 2023. Sources : Département d'État, CSIS, Military Leak

Le cadrage de cette politique américaine a ensuite évolué. La position de Washington n'était d'ailleurs pas fixée par principe. Le *Department of Defense*, dont le renseignement satellitaire détermine en grande partie la réactivité opérationnelle de l'état-major ukrainien, refuse ainsi pour l'instant de fournir à ce dernier, malgré ses demandes, la localisation exacte des officiers généraux russes sur le front⁴². Autre exemple : lorsqu'ils ont accepté en juin 2022 de fournir des systèmes de lance-roquettes M142 HIMARS à Kiev, les Américains les ont livrés avec des munitions bridées en portée⁴³. Mais rien ne dit que ce type de *caveat* tiendra dans la durée : les « lignes rouges », en matière d'aide au ciblage comme d'aide à la frappe dans la profondeur, sont en fait en pointillés.

Les Ukrainiens ont très tôt été conscients que dans le compartiment stratégique des moyens militaires du haut du spectre capacitaire, la frontière entre les systèmes offensifs et défensifs était en partie une question de rhétorique, d'usage, et donc de perceptions. La stratégie du président ukrainien et de ses ministres a donc été d'exiger d'emblée les systèmes les plus performants, quitte à essuyer des rebuffades initiales, en attendant que la pression de l'opinion publique euro-atlantique n'amène un changement chez ses fournisseurs.

« Lorsque j'étais à Washington en novembre 2021, avant l'invasion, observe ainsi le ministre des affaires étrangères ukrainien Reznikov, et que j'ai demandé des Stingers, ils m'ont dit que c'était impossible. Maintenant, c'est possible. Quand j'ai

*demandé des canons de 155 millimètres, la réponse a été non. Des HIMARS, non. Des HARM, non. Maintenant, c'est oui pour tout. Par conséquent, je suis certain que demain nous obtiendrons des chars, des ATACMS et des avions de combat F-16 »*⁴⁴.

La fin de l'année 2022 a montré que cette lecture calculatrice était parfaitement exacte. Répondant à la reprise de Kherson par les Ukrainiens, les frappes massives russes d'octobre 2022 ont, de fait, été l'occasion d'un nouvel « effet cliquet » en ce qui concerne l'aide militaire à Kiev. Les vagues successives d'attaques menées au moyen de drones et de missiles de croisière ont fini par détruire la moitié des infrastructures énergétiques ukrainiennes. Et l'administration Biden a réagi à l'émotion des opinions publiques occidentales en annonçant la nécessité de transférer des « systèmes de défense aérienne avancés » à Kiev⁴⁵.

Le 13 décembre 2022, des officiels américains finissent ainsi par évoquer la possibilité qu'une batterie de missiles *Patriot* soit fournie aux Ukrainiens. Le 21 décembre, la livraison est officiellement confirmée par Anthony Blinken, à l'occasion de la visite officielle de Volodymyr Zelensky à Washington, et du déblocage d'une nouvelle aide massive de 1,85 milliards de dollars à l'Ukraine : *« La tranche d'aide d'aujourd'hui, précise à cette occasion le Secrétaire d'État, inclut pour la première fois le système de défense antiaérienne Patriot, capable d'abattre des missiles de croisière, des missiles balistiques de courte portée et des avions à une altitude nettement*

⁴² Voir « Inside the US effort to arm Ukraine », art.cit.

⁴³ Joe Gould, « US will send HIMARS precision rockets to Ukraine », art.cit.

⁴⁴ « Inside the US effort to arm Ukraine », art.cit. À ce propos, on notera que cette porosité entre catégories d'armements (« lourds », « légers », « tactiques », « stratégiques ») pose des difficultés évidentes. Ainsi, la catégorisation concernant la « Valeur dans le spectre capacitaire » du tableau de la page précédente nous est propre, elle n'est nullement canonique. Il s'agit ici d'une appréciation permettant de hiérarchiser stratégiquement des systèmes qui sont souvent confondus dans un ensemble opérationnel indistinct. Comme toute catégorisation exploratoire, elle présente donc des

points de faiblesse, et doit être affinée. On soulignera ainsi que placer les munitions pour armes légères dans la catégorie « basique » (celle des consommables individuels à valeur micro-tactique) peut être critiqué, tant l'assurance qu'à chaque combattant individuel de ne pas manquer de munitions participe à l'entretien des forces morales et de l'efficacité au combat d'une armée tout entière. De même, les systèmes *Avenger* et *NASAMS*, ainsi que les obusiers de 155 mm, devraient peut-être remonter dans la catégorie « très haute » (avec leurs munitions?), où l'on placerait aussi les canons *Caesar* français si ceux-ci étaient pris en compte dans cette liste limitée aux matériels américains.

⁴⁵ Jules Darmanin, « Biden pledges 'advanced air defense systems' to Ukraine after Russian strikes », *Politico*, October 11, 2022.

supérieure à celle des systèmes de défense qui avaient été fournis jusque-là »⁴⁶.

Bien que la Maison-Blanche ait le plus possible évité d'utiliser explicitement l'expression « anti-missiles », cette décision restera comme l'une des plus significatives du conflit. Elle pose en effet deux problèmes principaux en ce qui concerne la question de la co-belligérance américaine dans la guerre d'Ukraine. Le premier est qu'une batterie de missiles *Patriot* de dernière génération, constituée de huit lanceurs disposant chacun de quatre intercepteurs, nécessiterait 90 hommes pour la mettre en œuvre et une moyenne d'environ 40 semaines de formation. Livrer ce système sur court préavis (et certaines sources évoquent la date de février 2023⁴⁷) ne laisserait pas le choix : le temps que les Ukrainiens soient formés à son maniement (sans doute sur une base allemande), les servants devraient être américains, ce qui contreviendrait à l'une des lignes rouges de la Maison Blanche depuis le début de la guerre, laquelle consiste à ne pas engager de soldats américains sur le sol ukrainien, du moins officiellement. Le deuxième problème serait celui de la caractérisation du système *Patriot* : déployé depuis les années 1980 au profit de l'*US Army*, vendu à 18 pays dans le monde, il est capable d'engager des cibles à haute valeur ajoutée (avions, missiles de croisière ou missiles balistiques à courte portée) entre 30 et 160 km de distance. Doté de ces caractéristiques, le *Phased Array Tracking Radar for Intercept on Target* est-il un système de défense anti-aérienne avancée, ou bien un système antimissile endo-atmosphérique ? Pour les spécialistes, la question est oiseuse. Il remplit en réalité ces deux fonctions depuis que le programme PAC (*Patriot Advanced Capability*) lui a conféré dans les années 1990 des capacités antimissiles qui ont conduit à son intégration dans la *Missile Défense*

américaine, où il est désormais étroitement coordonné aux systèmes THAAD (grâce au *Missile Segment Enhanced*), et interopérable avec les systèmes Aegis et les C2BMC anti-missiles, dans le cadre d'une capacité IAMD intégrale⁴⁸.

Certes, ainsi que le font par exemple remarquer les experts américains du CSIS en reprenant les éléments de langage du Département d'État⁴⁹, une seule batterie doit être apparemment transférée, alors que le système est généralement installé en bataillons de quatre unités. Le *Patriot* ukrainien ne pourrait donc protéger qu'une unique base militaire, ou un seul quartier de Kiev. Le rapport de force général entre Russes et Ukrainien, qui se joue sur 500 kilomètres de front, n'en serait affecté qu'à la marge. Reste que l'enjeu véritable ne se situe pas à ce niveau tactico-opératif, mais aussi au niveau géopolitique régional et mondial. C'est d'ailleurs une problématique de changement d'échelle dont les Américains sont conscients : Joseph Biden, recevant le président Zelensky à Washington le 21 décembre 2022, a justifié son refus de lui livrer des missiles ATACMS pour étendre la portée des HIMARS de la manière suivante : « *L'idée que nous allons donner à l'Ukraine du matériel fondamentalement différent de ce que nous envoyons déjà aurait pour conséquence de diviser l'OTAN et de diviser l'Union européenne et le reste du monde. Ces acteurs ne cherchent pas à entrer en guerre avec la Russie. Ils ne cherchent pas une troisième guerre mondiale* »⁵⁰.

Si cette logique s'applique aux ATACMS, qu'en est-il des *Patriot* ? Catégoriser ces derniers comme intrinsèquement « défensifs » pour justifier leur livraison, ainsi que l'a fait le président Biden ce même 21 décembre 2022, n'aura sans doute que peu d'influence sur la perception russe du niveau de co-belligérance associé, compte tenu des capacités antimissiles du système. La livraison

⁴⁶ « Ukraine : les Etats-Unis accordent à Zelensky le système anti-aérien *Patriot* », *La Tribune*, 22 décembre 2022. Il s'agit de la 28^e livraison de matériels issus des stocks américains (« drawdown of equipment from DOD inventories ») accordée à l'Ukraine depuis août 2021.

⁴⁷ Mark F. Cancian, Tom Karako, « *Patriot to Ukraine: What Does It Mean?* », *Critical questions*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), December 16,

2022. <https://www.csis.org/analysis/patriot-ukraine-what-does-it-mean>

⁴⁸ Voir Jen Judson, « *Missile Defense Agency fires Patriot missile from THAAD system* », *Defense News*, 10 March 2022.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Paul Mcleary, Erin Branco et Lara Seligman, « *First Javelins. Then HIMARS. Now Patriot. What's next?* », *Politico*, 29 December 2022.

confirmée, la batterie devient une cible que les Russes ont tout intérêt à viser prioritairement. Si ses seules fonctions opérationnelles ne suffisaient pas à le justifier, la valeur budgétaire, symbolique et donc politique que représentent les *Patriot* suffirait : le coût unitaire d'une batterie est de 400 millions de dollars pour le système lui-même, et de 690 millions pour les missiles⁵¹.

Le 14 décembre 2022, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, déclarait ainsi que les États-Unis étaient « *devenus de fait partie au conflit* », et que cette livraison déboucherait sur de « *possibles conséquences* »⁵². Cette rhétorique, si elle est relativisée par certains experts convaincus que la Russie « bluffe », est au contraire prise au sérieux par d'autres observateurs, qui tout en soulignant la nécessité d'appuyer l'Ukraine dans la défense de ses intérêts légitimes, n'en rappellent pas moins la possibilité d'une escalade aux abords de la voûte nucléaire, et le danger d'oublier trop vite les leçons apprises durant la Guerre froide⁵³.

Conclusion : impact technologiques et leçons de l'histoire

L'étude des crises passées de la Guerre froide, même celles que l'on pensait les plus connues et documentées, n'est pas sans enseignements pour comprendre certaines dynamiques de l'actuel conflit armé ukrainien, du point de vue des liens à établir entre l'aide fournie à Kiev et la problématique de co-belligérance potentielle qui en découle pour ses soutiens. La guerre du Kippour, évoquée en

introduction, fournit une comparaison intéressante sur le plan des emboîtements politico-diplomatiques de ce type de conflit. Les documents déclassifiés du Département d'État concernant les échanges entre Kissinger, Nixon, Haig et leurs interlocuteurs sont particulièrement révélateurs des difficultés intrinsèques de toute politique de belligérance indirecte activée par le biais des livraisons d'armements. « *Lorsque la guerre éclata, précise William Burr, du National Security Archive, Nixon et Kissinger voulurent s'assurer qu'Israël ne perdrait pas, mais ils souhaitaient aussi que le rôle des États-Unis soit discret, afin de ne pas exaspérer les pays arabes qui se méfiaient déjà de la politique américaine. De plus, Kissinger préférait calibrer les disponibilités en approvisionnement de manière à influencer les objectifs de guerre israéliens* »⁵⁴. Les dilemmes américains de l'époque illustrent en particulier le fait que l'assistance militaire défensive fournie à un allié agressé militairement ne peut en aucun cas être totalement décorrélée de perspectives diplomatiques et géostratégiques plus larges, que ce soit sur le plan des équilibres de puissance régionaux, des approvisionnements énergétiques ou de l'ordre nucléaire.

Malgré ces transpositions historiques possibles, et compte tenu de ce que nous avons évoqué dans la présente note, il faut cependant observer que le banc de comparaison de la Guerre froide correspondant le mieux à la crise ukrainienne actuelle est sans doute moins la guerre du Kippour de 1973, ou même la guerre d'Afghanistan de 1979-1989, que la crise de Cuba de 1962. La première, si elle constituait une guerre existentielle pour Israël et ses adversaires arabes, n'était qu'un conflit armé *politiquement périphérique* pour

⁵¹ « Patriot systems to be legitimate targets, if supplied to Kiev — Kremlin spokesman », Agence Tass, 14 décembre 2022.

⁵² Jamey Keaten, « Russia warns of 'consequences' if U.S. sends Patriot missiles to Ukraine », *Los Angeles Times*, December 15, 2022.

⁵³ Stephen Wertheim, « World War III Begins With Forgetting », *The New York Times*, December 2, 2022. Voir également Jeremy Shapiro, « We are on a path to Nuclear War », *War on the rocks*, October 12, 2022.

⁵⁴ Les documents récemment déclassifiés au sujet de cette crise permettent un aperçu comparatif critique

fondé sur des sources primaires. Le récit qu'en fait Kissinger dans un certain nombre d'ouvrages peut en effet sembler relativement complaisant en ce qui concerne son propre rôle. Voir par exemple la reproduction de certaines conversations entre Kissinger, Haig, Nixon et l'ambassadeur soviétique sur le site « National Security Archive » de la George Washington University : <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/henry-kissinger/2019-08-09/kissinger-told-soviet-envoy-during-1973-arab-israeli-war-my-nightmare-victory-either-side-soviet>.

Moscou et Washington. La deuxième, si elle impliquait bien une confrontation indirecte entre des Américains soutenant les moudjahidines et des Russes impliqués sur le théâtre, restait *géographiquement périphérique* pour chacune des superpuissances⁵⁵. En 1962, en revanche, malgré le rôle de l'État cubain qui revendique son droit souverain à choisir ses alliances et à être garanti contre la menace réelle d'une invasion militaire américaine, Castro ne compte pas réellement en tant que joueur indépendant. Le monde entier a bien compris l'enjeu central, et retient son souffle : Kennedy et Khrouchtchev sont en réalité face-à-face et doivent tenir compte de la proximité immédiate de l'île par rapport au barycentre stratégique américain, localisation qui conditionne la fermeté de Washington et la nature nucléaire de la crise. On a rappelé plus haut le dialogue de sourds entre les deux présidents concernant la fameuse liste de systèmes « offensifs » transmise aux Soviétiques par Kennedy. Si les Russes avaient installé à l'époque l'équivalent d'une batterie de *Patriot* à proximité de La Havane en définissant cet armement comme « défensif », il aurait été dans l'intérêt évident des Américains d'exiger son retrait. À Cuba, comme en miroir inversé de l'actuelle guerre d'Ukraine, ce qui était périphérique et défensif pour Moscou était vital et offensif pour Washington⁵⁶.

De ce point de vue – celui d'une crise dans laquelle les intérêts vitaux d'une puissance nucléaire sont engagés – et comme le montre ce que nous appelons ici le dilemme du double seuil, les capacités nominales des systèmes ne sont pas à elles seules suffisantes pour juger dans l'absolu de leur nature offensive ou défensive,

contrairement à ce que pensait par exemple Johan Galtung. Pour ce dernier, dont nous avons évoqué la tentative de modélisation datant de 1984, les systèmes d'armes défensifs pouvaient être définis comme ceux qui ont « *une portée et une puissance de destruction limitées et qui, pour cette raison, ne peuvent (essentiellement) être utilisés que sur [le] propre territoire [de ceux qui les mettent en œuvre]* », les systèmes d'armes offensifs étant « *tous les autres* ». Cette distinction, Galtung la présentait à l'époque comme « *fondée sur [les] propriétés objectives [des systèmes considérés] et non sur des déclarations ou des perceptions subjectives* »⁵⁷. Mais dans une guerre déjà entamée, comme l'est le conflit ukrainien, cette modélisation apparaît bien incomplète, ainsi que nous l'avons suggéré. Les travaux du réaliste défensif Jervis, fondés sur la psychologie politique et les perceptions évolutives qu'ont les décideurs plongés dans une crise internationale, paraissent en l'espèce mieux rendre compte de la plasticité de l'équilibre offensive-défensive dans le cadre de ce qu'il dénomme une « spirale d'insécurité »⁵⁸. La relecture de l'introduction de *Perception and Misperception in International Politics* (1976) est plus que stimulante de ce point de vue. Les évolutions des études stratégiques consacrées aux guerres par *proxies* fournissent également des enseignements utiles en la matière, en particulier au sujet des différences d'appréciation entre le *proxy* et son parrain stratégique en matière de prise de risque, et des conséquences qui en découlent pour la relation entre ce même parrain et son adversaire indirect⁵⁹.

En 1973, Kissinger fournissait des avions de combat F4, des missiles air-air *Sidewinder* et des

⁵⁵ La distance entre Moscou et Kaboul est de 4200 kilomètres. Entre La Havane et Washington, de 1800 km. Entre Moscou et Kiev, de 860 km.

⁵⁶ Voir, parmi d'autres analyses s'intéressant à ce parallèle, Renata Keller et Michelle Paranzino « The Cuban missile crisis offers lessons for diplomacy today — if we listen », *The Washington Post*, October 22, 2022.

⁵⁷ Johan Galtung, « Transarmament: from Offensive to Defensive Defense », 1984, art. cit., p. 131.

⁵⁸ Voir en particulier l'un de ses derniers ouvrages, *How Statesmen Think, The Psychology of International Politics*, Princeton University Press, 2017.

⁵⁹ Voir par exemple Amos C. Fox, U.S. Army, *In Pursuit of a General Theory of Proxy Warfare*, Land Warfare Paper No. 123, February 2019. Natalia Tellidou, *Proxy war strategies in civil wars*, European University Institute, PhD thesis, Department of Political and Social Sciences, 2022 ; Abbas Farasoo, « Rethinking Proxy War Theory in IR: A Critical Analysis of Principal-Agent Theory », *International Studies Review*, vol. 23, n°4, December 2021, p. 1835–1858.

chars aux Israéliens attaqués, sans réellement s'embarrasser de la nature défensive ou offensive des systèmes en question, et l'URSS de Brejnev faisait de même avec les Égyptiens⁶⁰. En 2022, Joe Biden et Anthony Blinken n'ont pas à première vue la même marge de manœuvre et doivent redéfinir en permanence le curseur prudentiel de l'aide militaire qu'apportent à Kiev ses alliés occidentaux, selon les principes de l'ambiguïté constructive⁶¹. Plus la guerre se prolonge, plus ce pilotage pourrait néanmoins se révéler délicat. Dans ce cadre, il n'est pas interdit de penser que la modélisation de l'aide fournie à l'Ukraine en matière d'armement dans le cadre du premier seuil n'est pas suffisante. Sous peine d'être politiquement décontextualisée, elle ne saurait être stratégiquement décorrélée de la problématique révélée par le deuxième seuil, ou pour mieux le dire du deuxième *voile*, celui qui sépare aujourd'hui en Ukraine l'affrontement conventionnel actuel de la possibilité d'une confrontation atomique, même limitée.

Une analyse publiée le 17 décembre 2022 au sujet de la guerre en Ukraine, intitulée « Comment éviter une autre guerre mondiale », rappelle à quel point ce voile est fragile, et en tire une conclusion essentielle en termes décisionnels : « *Surmonter la disjonction entre la technologie la plus avancée et les concepts stratégiques pour la contrôler, ou même en comprendre toutes les implications, est une question aussi importante aujourd'hui que le changement climatique, et cette question exige des dirigeants maîtrisant à la fois l'impact de la technologie et les leçons de l'histoire* »⁶². L'article, qui offre par ailleurs d'autres aperçus stimulants sur l'esprit et les fondements des négociations internationales « au bord du gouffre », est signé par un certain Henry Kissinger.

⁶⁰ Voir David Tal, « A Tested Alliance: The American Airlift to Israel in the 1973 Yom Kippur War », *Israel Studies*, vol. 19, n°3, 2014, pp. 29–54

⁶¹ Sur cette notion d'ambiguïté constructive, voir Laurent Mermet, « L'ambivalence et l'ambiguïté, fondations

mouvantes de la négociation », *Négociations*, n° 21, 2014, p. 147-160.

⁶² Henry Kissinger, « How to avoid another world war », *The Spectator*, 17 December 2022. <https://www.spectator.co.uk/article/the-push-for-peace/>

Bibliographie

Ouvrages

- Biddle Stephen, *Military Power. Explaining Victory and Defeat in Modern Battle*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- Booth Ken and Nicholas J. Wheeler, *The Security Dilemma: Fear, Cooperation and Trust in World Politics*, Houndmills/New York, Palgrave Macmillan, 2008.
- Daigle Craig, *The Limits of Detente: The United States, the Soviet Union, and the Arab-Israeli Conflict, 1969-1973*, New Haven, Yale University Press, 2012.
- Jervis Robert, *How Statesmen Think, The Psychology of International Politics*, Princeton University Press, 2017.
- Kissinger Henry, *Crisis: The Anatomy of Two Major Foreign Policy Crises*, New York, Simon and Schuster, 2003.
- Pearl Jonathan et Brian Radzinsky, « Multi-Domain Operations and the Deterrence Calculus », dans Brad Roberts (dir.), *Getting the Multi-domain Challenge Right*, Center for Global Security Research, Lawrence Livermore National Laboratory, December 2021.
- Posen Barry R., *Inadvertent Escalation: Conventional War and Nuclear Risks*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.
- Quester George H., *Offense and Defense in the International System*, New York, John Wiley & Sons, 1977.

Articles scientifiques

- Biddle Stephen D., « Rebuilding the Foundations of Offense-Defense Theory », *The Journal of Politics*, vol. 63, n° 3, 2001, p. 741-74.
- Borg, Marlies Ter, « Reducing Offensive Capabilities. The Attempt of 1932 » *Journal of Peace Research*, vol. 29, n°2, 1992, p. 145-60. <http://www.jstor.org/stable/424049>. Accessed 24 May 2022.
- Brustlein Corentin, « Clausewitz et l'équilibre de l'offensive et de la défensive », *Stratégique*, vol. 97-98, n°5-6, 2009, p. 95-122.
- Coppolani Antoine, « Henry A. Kissinger et les négociations sur le Proche-Orient : de la « diplomatie de l'immobilisme » à la « diplomatie de la navette » », *Relations internationales*, vol. 135, n°3, 2008, pp. 73-97.
- Farasoo Abbas, « Rethinking Proxy War Theory in IR: A Critical Analysis of Principal-Agent Theory », *International Studies Review*, vol. 23, n°4, December 2021, p. 1835-1858.
- Galtung Johan, « Transarmament: from Offensive to Defensive Defense », *Journal of Peace Research*, vol. 21, n° 2, 1984.
- Glaser Charles et Chaim Kaufman, « What is the offense-defense balance and can we measure it? (Offense, Defense, and International Politics) », *International Security*, vol. 22, n°4, Spring 1998.
- Gutfeld Arnon et Boaz Vanetik, « 'A Situation That Had to Be Manipulated': The American Airlift to Israel During the Yom Kippur War », *Middle Eastern Studies*, vol. 52, n°3, 2016, p. 419-447
- Jervis Robert, « Cooperation under the Security Dilemma », *World Politics*, vol. 30, n°2, January 1978, p. 167-214.
- Kissinger Henry, « How to avoid another world war », *The Spectator*, 17 December 2022. <https://www.spectator.co.uk/article/the-push-for-peace/>
- Mermet Laurent, « L'ambivalence et l'ambiguïté, fondations mouvantes de la négociation », *Négociations*, n° 21, 2014, p. 147-160.
- Nye Joseph S., « Deterrence and Dissuasion in Cyberspace », *International Security*, vol. 41, n°3, 2017.
- Shapiro Jeremy, « We are on a path to Nuclear War », *War on the Rocks*, October 12, 2022.
- Tal David, « A Tested Alliance: The American Airlift to Israel in the 1973 Yom Kippur War », *Israel Studies*, vol. 19, n°3, 2014, pp. 29-54
- Zajec Olivier, « A third nuclear age may be dawning in Ukraine », *Le Monde diplomatique*, English edition, April 2022.

Articles de presse numérique

- Agence Tass, « Patriot systems to be legitimate targets, if supplied to Kiev — Kremlin spokesman », *Agence Tass*, 14 décembre 2022.
- Bassist Rina, « Israel won't supply Ukraine with missile-defense systems », *Al-Monitor*, October 19, 2022.
- BBC News, « Ukraine war: US neither encouraged nor enabled Kyiv to strike inside Russia – Blinken », *BBC News*, 7 December 2022.
- Bredemeier Ken, « US Warns Russia of 'Catastrophic Consequences' If It Launches Nuclear Attack in Ukraine », *VOA*, 25 September 2022. <https://www.voanews.com/a/us-warns-russia-of-catastrophic-consequences-if-it-launches-nuclear-attack-in-ukraine-/6762441.html>
- Darmanin Jules, « Biden pledges 'advanced air defense systems' to Ukraine after Russian strikes », *Politico*, October 11, 2022.
- Gould Joe, « US will send HIMARS precision rockets to Ukraine », *Defense News*, 1 June 2022.
- Judson Jen, « Missile Defense Agency fires Patriot missile from THAAD system », *Defense News*, 10 March 2022.
- Keaten Jamey, « Russia warns of 'consequences' if U.S. sends Patriot missiles to Ukraine », *Los Angeles Times*, December 15, 2022.
- Keller Renata et Michelle Paranzino « The Cuban missile crisis offers lessons for diplomacy today — if we listen », *The Washington Post*, October 22, 2022.
- La Tribune, « Ukraine : les Etats-Unis accordent à Zelensky le système anti-aérien Patriot », *La Tribune*, 22 décembre 2022.
- Mcleary Paul, Erin Branco et Lara Seligman, « First Javelins. Then HIMARS. Now Patriot. What's next? », *Politico*, 29 December 2022.
- Nzanga M., « Mike Pompeo: Biden's 'Armageddon' remark on Russian nuclear threat was 'reckless' », *USA Today*, 9 October 2022.
- Politi James, « Joe Biden warns Vladimir Putin is 'not joking' about nuclear threat », *Financial Times*, October 7, 2022.
- Reuters, « UK's Truss: No longer good enough to limit Ukraine support to defensive weapons », *Reuters*, 26 April 2022.
- Slavicek Marie, « Quels armements la France fournit-elle à l'Ukraine ? », *Le Monde*, 10 octobre 2022.
- Stewart Phil, « At defence talks in Germany, U.S. says world galvanized against Russia's invasion », *Reuters*, 26 avril 2022.
- Ukraine Support Tracker, A Database of Military, Financial and Humanitarian Aid to Ukraine*, <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/?cookieLevel=not-set>
- Vergun David, « Additional Defensive Weapons to be Shipped to Ukraine, Official Says », *DoD News*, US Department of Defense, August 19, 2022.
- VOA News, « Biden Warns Putin on Use of WMDs: 'Don't, Don't, Don't' », *VOA News*, 17 September 2022, <https://www.voanews.com/a/biden-warns-putin-on-use-of-weapons-of-mass-destruction/6751789.html>
- Wertheim Stephen, « World War III Begins With Forgetting », *The New York Times*, December 2, 2022.
- Yaffa Joshua, « Inside the US effort to arm Ukraine », *The New Yorker*, October 17, 2022.

Rapports et monographies (Notes de recherche et policy papers)

- Arabia Cristina L. et al., « U.S. Security Assistance to Ukraine », *In Focus*, Congressional Research Service, updated December 7, 2022. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF12040>
- Arndt Anna Clara et Liviu Horovitz, *Nuclear rhetoric and escalation management in Russia's war against Ukraine: A Chronology*, SWP Working Paper, September 3, 2022.
- Cancian Mark F., Tom Karako, « Patriot to Ukraine: What Does It Mean? », Critical questions, *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, December 16, 2022. <https://www.csis.org/analysis/patriot-ukraine-what-does-it-mean>.

Fox Amos C., U.S. Army, *In Pursuit of a General Theory of Proxy Warfare*, Land Warfare Paper No. 123, February 2019.

Tellidou Natalia, *Proxy war strategies in civil wars*, European University Institute, PhD thesis, Department of Political and Social Sciences, 2022.

U.S. Security Cooperation with Ukraine, Fact sheet. Bureau of Political-Military Affairs, December 9, 2022. <https://www.state.gov/u-s-security-cooperation-with-ukraine/>

Archives historiques

« Kissinger to Egyptian Foreign Minister Al-Zayyat, 8 October 1973, enclosing "Message for Mr. Hafiz Ismail from Dr. Kissinger," 8 October 1973 », NPMP, HAKO, box 132, Egypt/Ismail Vol. VII October 1-21, 1973. <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB98/octwar-20.pdf>

Commons Sitting of 13 May 1932, Series 5, Vol. 265, Hansard, House of Commons Information Office. <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1932/may/13/disarmament-conference>

Letter From Chairman Khrushchev to President Kennedy, Moscow, undated. Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, USSR, Khrushchev Correspondence (Cuba), Vol. I-C, 11/3/62-11/16/62.

Letter From President Kennedy to Chairman Khrushchev, Washington, November 6th, 1962. Kennedy Library, National Security Files, Meetings and Memoranda Series, Executive Committee, Vol. II, Meetings, 17-24.